



A Abidjan, les escadrons de la mort terrorisent l'opposition

Enlèvements et assassinats se multiplient en Côte-d'Ivoire.

par [Thomas Hofnung](#)

publié le 16 novembre 2002 à 1h49

Toujours le même scénario. Des hommes «en treillis» ou «en uniforme», selon les témoins, appréhendent les «suspects», emmenés vers une destination inconnue. Quelques jours après, on retrouve leurs corps criblés de balles dans les faubourgs d'Abidjan. Au fil de ces assassinats, l'existence d'un ou plusieurs escadrons de la mort sévissant en toute impunité dans la capitale économique ivoirienne se confirme.

Leur dernière victime en date s'appelle Benoît Dacoury-Tabley. Enlevé le 6 novembre dans une clinique d'Abidjan par des hommes «en uniforme», ce médecin a été retrouvé mort deux jours plus tard dans le quartier d'Abobo. Son seul crime : il était le frère cadet de Louis Dacoury-Tabley, un ancien proche du président Laurent Gbagbo qui venait d'annoncer son ralliement à la cause de la rébellion.

Assassinats ciblés. Cette série d'assassinats politiques sans précédent dans l'histoire du pays a été inaugurée, dans la nuit du 18 au 19 septembre, par la mort du ministre de l'Intérieur de Laurent Gbagbo. Emile Boga Doudou, a été exécuté à son domicile par un commando rebelle aux premières heures de la tentative de coup d'Etat. Quelques heures plus tard, c'est l'ancien homme fort de la Côte-d'Ivoire, le général Gueï, qui était abattu, vraisemblablement par les hommes de la brigade antiémeutes de Boga Doudou. Depuis, ce sont surtout des personnalités de l'opposition ou leurs proches qui sont pris pour cibles, notamment au sein du Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara, soupçonné par les autorités d'être le mentor de la rébellion. Son aide de camp, le capitaine Dosso, a été assassiné le 20 septembre, alors que Ouattara avait trouvé refuge à l'ambassade de France où il se terre depuis. Arrêté le 23 septembre, l'un des principaux dirigeants du RDR, Ali Keita, est toujours détenu sans procès à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan. Le 18 octobre, deux parents d'un autre responsable du RDR ont été abattus, lors d'un enterrement. Le parti de Ouattara a mis en place une cellule chargée de recenser les arrestations arbitraires de ses militants qui se poursuivent de plus belle. Début novembre, c'était au tour du président d'un petit parti d'opposition (le Mouvement populaire ivoirien), Emile Téhé, d'être assassiné.

Soupçons. A qui obéissent les exécutants ? Les regards se tournent vers les forces de l'ordre. Selon les témoins, l'arrestation d'Emile Téhé aurait été effectuée par des gendarmes. Au

cours de sa dernière conversation téléphonique, le docteur Dacoury-Tabley aurait indiqué qu'il était détenu «au camp de gendarmerie d'Abobo», selon un proche. Mais sa famille dément. Par ailleurs, des témoins de l'exécution des deux hommes assassinés dans le cimetière d'Abidjan affirment avoir identifié parmi les assaillants un capitaine de gendarmerie.

Sur la défensive, les autorités d'Abidjan répondent que des rebelles «infiltrés» dans les zones sous contrôle gouvernemental seraient en réalité les véritables auteurs de ces exécutions en série. «Aucun gendarme, policier ou militaire sous mon contrôle ne s'est levé pour tuer quelqu'un et le mettre dans une fosse. Mais aujourd'hui, il y a trop de bandits qui sont à côté de nous», a déclaré, la semaine passée Bertin Kadet, le ministre de la Défense et de la Protection civile. Interrogé par Libération, Toussaint Alain, porte-parole du président Gbagbo, évoque pour sa part une «mise en scène» organisée par les rebelles à des «fins politiciennes». Selon lui, il s'agirait de saboter les négociations de paix de Lomé. «Des exécutions ont également lieu en toute impunité dans les zones tenues par les rebelles», souligne-t-il.

Arrestations dans l'armée. A la suite de l'assassinat du docteur Dacoury-Tabley, le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête. Le ministre de la Défense a également révélé que des arrestations avaient récemment été ordonnées au sein de l'armée, sans donner plus de précision. Le week-end dernier, des policiers n'en ont pas moins tenté de forcer le domicile d'un ancien ministre du président Henri Konan Bédié à Abidjan, tandis que des membres des forces de l'ordre passaient au peigne fin le logement de Louis Dacoury-Tabley. Mercredi, les autorités ont annoncé que le couvre-feu en vigueur dans la métropole ivoirienne depuis le début de la crise était avancé de deux heures (de 19 heures à 6 heures du matin) pour lutter contre ces exactions. Une mesure qui a, dans un premier temps, déclenché un vent de panique au sein de la population.

